

DELIBERATION N° 2017-122

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 12 DECEMBRE 2017

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n°160-2017 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 12 juillet 2017,
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,
Vu l'avis de la Commission Formation et Vie Universitaire du 23 novembre 2017,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Marc Dalloz, Vice-Président du Conseil d'Administration.

- Considérant que conformément à l'article 21 du Règlement intérieur de l'UNS, la Commission des Statuts et Règlements comprend :
 - 6 représentants Enseignants-Chercheurs (2 pour chacun des trois conseils),
 - 3 étudiants,
 - 3 personnels BIATSS,
- Considérant la démission de Mme Marion BRIMAUD représentante étudiante élue de la CFVU à la commission des statuts et règlements,
- Considérant que la CFVU lors de la séance du 23 novembre 2017 a approuvé la candidature d'un représentant de la CFVU au sein de la commission des statuts et des règlements.

DESIGNE M. Nicolas RODI, représentant étudiant élu, pour siéger à la commission des statuts et règlements de l'UNS.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : 25

Fait à Nice, le

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2017-122

TRANSMISE AU RECTEUR :

20 DEC. 2017

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Vice-Président du Conseil d'Administration


Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.